



Où va l'économie russe aujourd'hui ?

Xavier Dupret
Juillet 2017
23.400 signes

Peut-on encore parler rationnellement de la Russie en Europe occidentale ? Mettons que oui. Voilà pourquoi on n'hésitera pas à évoquer un sujet qui risque de fâcher. En 2014, des sanctions étaient décidées contre la Fédération de Russie par l'Union européenne. On allait voir ce qu'on allait voir.

Et on a vu. Force est de constater qu'aujourd'hui, l'économie russe n'est pas à genoux. Pour autant, elle devra, dans les années à venir, faire face à d'importants défis. La Russie ne pourra les relever dans la cadre d'un monde multipolaire. De ce point de vue, les relations avec la Chine sont, comme nous aurons l'occasion de le voir, fondamentales.

La question de l'industrie nationale

Si l'on définit le développement économique d'une nation comme le chemin vers l'industrialisation, force est de constater que la période eltsinienne a laissé la Russie exsangue de ce point de vue. La première phase de la transition en Russie a constitué une expérimentation néolibérale d'une extraordinaire violence. « Elle s'est déroulée de janvier 1992 au printemps 1998. « Ce que l'on appelle la « thérapie de choc » a été en réalité la mise en œuvre d'une pensée radicale et sectaire qui visait à faire de la Russie le champ d'expérimentation d'une idéologie néo-libérale, dont les propres promoteurs occidentaux se sont bien gardés d'appliquer les prescriptions dans leurs pays ».¹

La part des industries russes allait connaître un déclin vertigineux au cours de ces années. Elle représentait 50,22% du PIB en 1989. A la sortie de charge de Boris Eltsine en 1999, les

¹Jacques Sapir, *La Russie après Poutine Les sources économiques et sociales de la stabilité politique, 2008* (<http://cemi.ehess.fr/docannexe/file/2751/sapir2008.pdf>). Texte publié en russe « Rossija posle Putina :Ekonomitcheskie et Social'nye osnovy Polititchekoj Ptabil'nosti » [La Russie après Poutine. Fondements économiques et sociaux de la stabilité politique] in N. Lapina (ed). Dva Prezidentskih Sproka V.V. Putina. Dinamika Peremen, Éditions de l'Académie des Sciences de Russie, Moscou 2008, pp. 112-142.

industries représentaient 37,23% du PIB². Le moins que l'on puisse dire est que la chute de l'activité industrielle en Russie durant les années 1990 a été vertigineuse.

La vague des privatisations de l'époque a conduit au pillage de ressources industrielles du pays. A l'époque, les prédateurs pullulent. Ce sont « des acteurs éphémères qui dilapident les richesses industrielles acquises à bon compte lors d'opération de privatisations douteuses, en vendant à l'étranger les machines-outils des entreprises qu'ils ont achetées, contribuant ainsi à la désindustrialisation de la Russie ».³

Ce pillage organisé n'est évidemment pas sans évoquer le cas de pays du Sud soumis à la même époque à des plans d'ajustement structurels dont la brutalité ainsi que l'inefficacité ne sont plus à démontrer. L'objectif des politiques d'ajustement structurel visent fondamentalement à corseter l'offre de monnaie en instaurant un encadrement strict du crédit et des déficits publics. « Les principaux instruments des plans d'ajustement structurel sont la déréglementation, la privatisation des entreprises publiques, la réforme des finances publiques.⁴ Comme ce fut le cas ailleurs dans le monde, les réformes imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont débouché sur une crise financière en 1998.

Cette dernière a débouché sur une dévaluation qui a permis aux entreprises russes de connaître un rebond de compétitivité. L'économie russe va alors renouer avec la croissance de manière plutôt spectaculaire. En effet, l'économie russe a crû à un taux annuel moyen de 6,75% entre 2000 et 2006⁵. Ces chiffres contrastent avec la période néolibérale de 1992 à 1998 durant laquelle le taux de croissance du PIB a été systématiquement négatif à la seule exception de l'année 1997 avec un taux de croissance de 1,3%.

Le taux de croissance moyen pour cette période a été de -6,77%⁶. Il s'agit d'une profonde dépression qui a laissé des traces dans la mémoire russe. Quand l'Occident s'occupe d'eux, les Russes savent, désormais, que cela ne se passe pas forcément pour le mieux. On fera également remarquer que le rebond de l'économie russe entre 2002 et 2009 a également été favorisé par un retour certain de l'Etat dans la vie économique. De surcroît, la croissance économique s'est accélérée à partir de 2005 dans la mesure où le gouvernement n'a pas hésité à utiliser une partie du revenu issu de la rente des matières premières. Cette utilisation de recettes fiscales à des fins de stimulation économique ne s'est pas effectuée au détriment de l'équilibre budgétaire puisque la croissance était de retour et que les rentrées fiscales suivaient.

Durant ces années post-eltsiniennes, la part de l'industrie dans le PIB russe s'est mise à légèrement augmenter en repassant de 37,23% en 1999 à 38,078% en 2005. Depuis 2005, la part de l'industrie n'a cessé de redescendre. Elle était, en 2016, passée à 32,42%⁷. En d'autres

² Banque Mondiale, juillet 2017.

³ Gilles Favarel-Garrigues, Kathy Rousselet (dir), *La Russie contemporaine*, Fayard, Paris, p.550.

⁴ Nadir Altinok et Tarik Lakhal, *La Place de l'État en Afrique selon la Banque mondiale : les limites d'une politique néo-libérale* amendée in *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 4 | 2005, 189-210.

⁵ INP-RAN Dolgosrochnyj prognoz razvitija ekonomiki Rossii na 2007-2030 gg, Moscou, mai 2007 cité par Sapir J, op.cit.

⁶ Banque Mondiale, mai 2017. Calculs propres.

⁷ Ibid.

termes, malgré un certain volontarisme économique, la part de l'industrie mesurée par rapport au PIB russe est tombée à un plus-bas historique.

Maladie hollandaise, taux de change réels et sanctions

Pour comprendre cette situation, il faut tenir compte du fait que dans phase de récupération (de septembre 1998 à septembre 1999), l'économie russe retrouve le chemin de la croissance grâce à une politique de substitution aux importations. Le succès est au rendez-vous avec une reprise des investissements qui s'étend d'octobre 1999 à décembre 2000. Une troisième phase voit le jour à partir du début de l'année 2002.

Cette époque est marquée par l'augmentation du cours du pétrole. Il s'ensuit une hausse des exportations d'hydrocarbures qui tirent la croissance⁸. Il est alors possible de détecter « un « approfondissement de la tendance rentière » de l'économie russe⁹. Celle-ci s'est accompagnée d'une appréciation du taux de change réel du rouble sur les marchés. Le taux de change réel d'une monnaie correspond au taux de change nominal de cette dernière, une fois les prix déflatés. Le taux de change réel mesure donc au plus près le pouvoir d'achat effectif d'une devise.

La maladie hollandaise renvoie au phénomène de malédiction des matières premières, lequel se caractérise par une appréciation du taux de change réel du pays producteur en raison de l'accumulation de devises faisant suite à l'augmentation des exportations. Or, cette appréciation nuit à la compétitivité-prix des autres industries. L'expression de maladie hollandaise fait directement référence à l'expérience des Pays-Bas après la découverte de gisements de gaz dans le pays à partir de 1959¹⁰.

Dans le cas russe, comme dans celui d'autres pays exportateurs d'hydrocarbures, l'appréciation du taux de change réel du rouble a conduit à une prime à l'importation nuisant au dynamisme du secteur exportateur ainsi qu'aux entreprises actives dans le segment des productions de substitution aux importations. A partir de cette époque, l'économie russe va devenir de plus en plus dépendante des exportations d'hydrocarbures.

Le pétrole et le gaz ont fini par représenter 50% des revenus de l'Etat et près des 2/3 des exportations du pays. La grande récession de 2009 sur l'économie russe a été sévère (-7,8%) mais un retour à la croissance se manifeste dès l'année suivante (+ 4,5% en 2010, +4,26% en 2011 et 3,52% en 2012). En revanche, la croissance s'amenuise sérieusement à partir de 2013 (+1,79%)¹¹.

La faiblesse du prix des matières premières explique fondamentalement les difficultés économiques de la Russie à l'époque. Les sanctions décidées par l'Union européenne n'ont fait qu'ajouter des difficultés supplémentaires à une situation déjà plus que problématique.

⁸ Jacques Sapir, *La croissance russe au péril de la maladie hollandaise*, Séminaire franco-russe Sur les problèmes économiques et financiers du développement de la Russie, XXIXème session, CEMI, EHESS, Paris, 27-29 juin 2005 Url : <http://cemi.ehess.fr/docannexe/file/2569/3.sapir.2005.pdf>

⁹ Jacques Sapir, op.cit, p.17.

¹⁰ The Economist, *The Dutch Disease*, 26 novembre 1977, pp.82-83.

¹¹ Banque mondiale, juillet 2017.

La chute des cours du pétrole a entraîné mécaniquement celle du rouble. Cette dépréciation nominale s'est accompagnée d'une fuite des capitaux qui a provoqué une poussée de l'inflation. Ce phénomène a contribué à faire baisser le pouvoir d'achat du rouble en termes réels. Pour situer l'importance de la perte de moyens de paiements de la part de l'économie russe, on se référera à l'évolution des réserves de change de la Banque centrale de la Fédération de Russie.

Les chiffres sont sans appel. Au début de l'année 2013, les réserves en devises de la banque centrale russe dépassaient les 500 milliards de dollars. L'hémorragie de devises en provenance de la Russie a atteint son apogée à la fin de l'année 2015.

Réserves de change de la Fédération de Russie 2012-2017 (milliards de dollars)



Source : Banque centrale de la Fédération de Russie, juillet 2017.

A cette époque, les réserves de change dépassaient à peine les 350 milliards de dollars. En deux ans, les réserves de change de la Russie ont donc baissé de 42%. Depuis, on constate une amélioration tant et si bien qu'en juillet 2017, les réserves de change de la Russie dépassaient de peu les 412 milliards de dollars. Il est donc loin le temps où les chroniqueurs de la presse conservatrice états-unienne se demandaient quand les réserves russes seraient complètement à sec¹².

Parallèlement, on s'aperçoit que l'inflation a été très forte en Russie tant que l'économie russe perdait des devises (11,36% en 2014 et 12,91% en 2015). La récupération de réserves, à partir de 2016, a permis d'enrayer la spirale dans laquelle l'économie russe s'était installée. Cette année-là, l'inflation est repassée largement en-dessous de la barre des 6% (5,38%). A l'été 2017, il semblerait que l'on soit parti pour retrouver une inflation tout-à-fait supportable en Russie entre 4,4 et 4,5%.

Pendant longtemps, la perte de moyens de paiements s'est accompagnée d'une dégradation du taux de change nominal face au dollar. En juillet 2014, un rouble valait 0,030 dollars. Une chute vertigineuse allait suivre. Fin janvier 2016, le rouble avait perdu plus de la moitié de sa valeur et valait 0,012 dollars. Cette chute a été, depuis, enrayerée. Le 19 juillet 2017, le rouble valait 0,017 dollars. La lutte contre l'inflation est, depuis 2014, devenue la priorité de la Banque de Russie. Cette réorientation doctrinale s'est accompagnée d'une remontée des taux d'intérêt. Le but de la manœuvre consistait à raffermir le cours du rouble pour contourner l'inflation importée. A vrai dire, les taux d'intérêt, en 2014 et 2015, étaient, vu l'importance de l'inflation, négatifs. Ce n'est plus le cas depuis 2016. Aujourd'hui, avec une inflation tournant autour des 4,5%, le taux d'intérêt de base est de 9%. On remarque que les taux longs

¹² New York Times, 22 janvier 2016.

pour des obligations russes à 10 ans présentaient un rendement de 7,920% en juillet 2017. Habituellement, les taux à long terme sont plus élevés que les taux à court terme. Cette différence fonctionne comme une prime de risque récompensant un engagement plus long. On peut donc anticiper un long cycle de baisse des taux directeurs en Russie afin d'éviter d'étouffer la reprise de l'économie.

Cependant, on notera avec intérêt que la croissance est revenue en 2016-2017 alors que les taux d'intérêt réels, à court comme à long terme, étaient prohibitifs. Cette situation montre que l'origine de la croissance en Russie ne trouve pas spécialement son fondement dans des facteurs endogènes. La remontée des cours du pétrole, de janvier 2016 à janvier 2017, a permis à l'économie russe de sortir de la récession. Avec un baril à 45,6 dollars en moyenne (une perspective réaliste pour les deux ans à venir), l'économie russe devrait connaître un taux de croissance (assez faible, au demeurant, pour un pays émergent) de 2%.

La profonde imbrication des cours du baril et des performances de l'économie russe exclut, donc que le rouble puisse retrouver son niveau de 2014. Un cours à ce niveau implique *de facto* une plus forte implication de l'Etat dans la vie économique. En effet, les entreprises russes sont endettées en dollars. La chute du rouble a donc alourdi leurs passifs. Les sanctions décidées par l'Union européenne posent un problème à la Russie de ce point de vue puisqu'il est interdit à ces firmes de chercher à se refinancer en Europe. Ces grandes firmes se tournent aujourd'hui vers l'Etat pour se trouver des crédits.

Impact sur la politique de réindustrialisation

A vrai dire, plus la Chine développera son éventail de productions industrielles, plus la Russie collaborera avec elles sans passer par des pays d'Europe occidentale. Les transferts de technologie de l'Europe vers la Chine apparaissent comme inévitables dans les années à venir. L'économie chinoise a, en effet, tendance à ralentir depuis quelques années tout en montant en gamme.

Par exemple, le rachat, il y a un peu plus d'un an, de l'allemand Kuka par le groupe chinois Midea, a de fait permis à la Chine de s'offrir un des leaders mondiaux sur le segment des robots industriels¹³. «Avec le ralentissement de la croissance sur leur marché domestique, les entreprises chinoises se sentent contraintes de développer de nouveaux segments et de passer de la production de masse à la spécialisation et la haute technologie».¹⁴

Cette montée en gamme de la Chine commence, d'ailleurs, à prendre un tournant spectaculaire. C'est ainsi que l'Empire du Milieu a réussi à construire un TGV en ne comptant que sur ses propres forces¹⁵. Jusqu'à présent, les trains à grande vitesse circulant sur le réseau ferroviaire chinois étaient conçus avec l'aide de grands constructeurs étrangers, notamment Alstom. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Et cette rupture en annonce évidemment d'autres. La montée en puissance technologique de la Chine s'illustre notamment par le fait que le taux de

¹³ La Croix, édition mise en ligne du 17 août 2016.

¹⁴ Les Echos, édition mise en ligne du 30 septembre 2016.

¹⁵ Libération, 4 juillet 2017.

dépenses en matière de recherche et développement par rapport au PIB augmente de manière robuste. Bientôt, la Chine aura rattrapé la moyenne des pays de l'OCDE¹⁶.

L'analyse des données disponibles démontre à suffisance cette tendance. En 2015, la Chine consacrait 2,067% de son PIB à la recherche et développement. Elle venait de dépasser la moyenne de l'Union européenne à 28 (1,950%) contre (2,403%) pour la moyenne des pays de l'OCDE. Il reste encore du chemin pour UE. La Chine rattrape les grandes puissances industrielles comme l'Allemagne qui consacre 2,875% de son PIB à la Recherche et développement (R&D) en 2015. On mesurera mieux le chemin parcouru par la Chine en notant que l'Empire du Milieu ne consacrait que 0,893% de son PIB à la R&D en 2000. On signalera que Pékin a déjà dépassé le Royaume-Uni, un pays, certes, fort financiarisé, pour l'innovation technologique depuis

2010. A tendances inchangées, la Chine aura rattrapé la France d'ici cinq petites années et l'Allemagne d'ici une bonne décennie¹⁷.

Cette mutation importante de l'économie chinoise vient à point nommé pour la Russie qui fait l'objet de sanctions de la part de l'Union européenne depuis mars 2014 sans oublier les nouvelles sanctions prises par les Etats-Unis à l'égard de Moscou. La viabilité de ces dernières semble, à tout le moins, problématique dans la mesure où elles sont susceptibles de frapper des entreprises européennes.

La pression exercée par l'Occident sur l'économie russe entre frontalement en contradiction avec la « stratégie de développement à l'horizon 2020 » impulsée par le pouvoir russe en 2008. Celle-ci vise à faire de la Russie la cinquième économie du monde « avec une productivité du travail multipliée par quatre et un leadership technologique dans cinq secteurs clefs : l'aviation, la construction navale, l'énergie, l'information et la médecine ».¹⁸

Ces objectifs ambitieux ont été, comme l'on pouvait s'y attendre, contrariés par la crise de 2008 comme cela s'est produit dans d'autres pays émergents, à l'exception notable de la Chine. Comme dans le cas d'un pays comme le Brésil, la spécialisation sur le segment des matières premières a conduit le pays à une situation paradoxale. « Tandis que les autorités russes proclament leur intention d'attirer les capitaux les plus stables pour participer au processus de modernisation industrielle invoqué par la « stratégie 2020 », ce sont les capitaux les plus volatiles (...) qui affluent en priorité »¹⁹.

Dans ces conditions, on comprend qu'un certain degré de fermeture face à l'Occident, tempéré par une intensification des relations avec la Chine, puisse se révéler finalement plutôt favorable à la Russie. Il est vrai que la base industrielle s'est, en dehors du secteur extractif, considérablement rétrécie dans la Russie.

« Les constructions mécaniques et l'industrie légère, ont quasiment disparu du paysage industriel national. Au total, en 2008, la production industrielle n'avait pas retrouvé son

¹⁶ Malo Carton, Samy Jazaerly, *Et la Chine s'est éveillée : La montée en gamme de l'industrie chinoise*, Transvalor - Presses des mines, 2015.

¹⁷ OCDE, database R&D, juillet 2017.

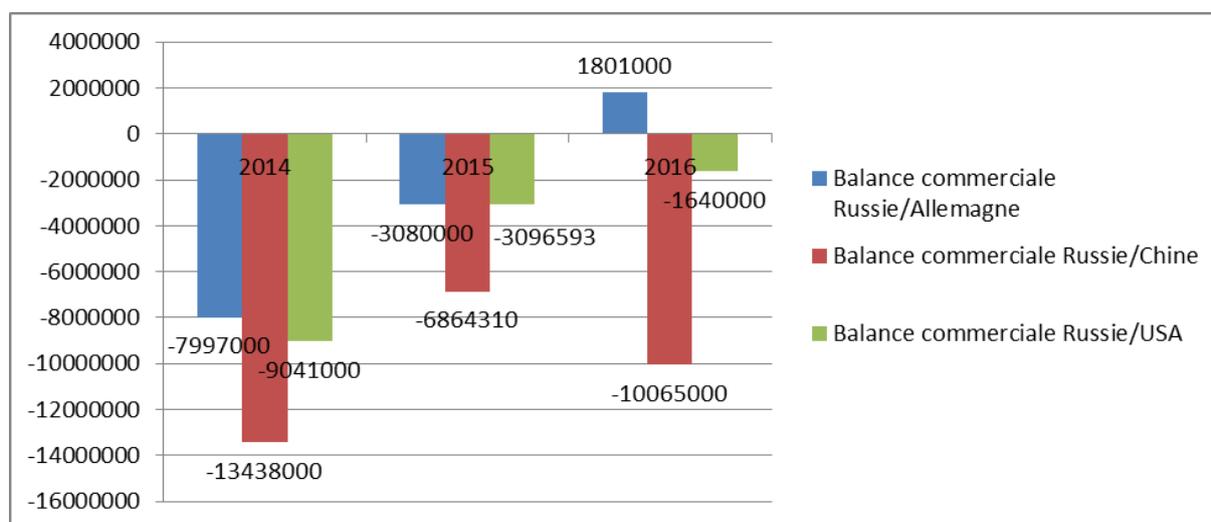
¹⁸ Julien Vercueil, *Russie : la « stratégie 2020 » en question* in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 44-1/2013, p.170

¹⁹ Julien Vercueil, op.cit., pp. 175-176.

niveau de 1991 »²⁰. Dans ces conditions, on peut, dès lors, aisément comprendre que si les cours du pétrole sont moroses, les investissements étrangers en Russie ne sont pas près de suivre. A vrai dire, ils n'ont jamais vraiment repris depuis 2009. Vu la coupure des relations entre le marché des capitaux ouest-européen et le secteur financier russe depuis les sanctions de 2014, on peut même penser qu'ils sont complètement au point mort aujourd'hui.

Depuis l'entrée en vigueur des sanctions de l'Union européenne, l'option d'un rapprochement économique avec une Chine en pleine montée de gamme est, d'ailleurs, patente. Certains chiffres sont, de ce point de vue, assez révélateurs si l'on scrute de plus près la balance commerciale de la Russie. On apprendra notamment que le déficit de la balance commerciale de la Russie avec l'Allemagne a fondu comme neige au soleil et a fini par faire place à un excédent en 2016.

Balance commerciale de la Russie avec l'Allemagne, la Chine et les États-Unis (en milliers de dollars US)



Source : International Trade Center, juin 2017.

La Russie n'a plus aujourd'hui de déficit commercial avec l'Allemagne. Cette dernière a donc perdu au change en appliquant des sanctions contre la Russie. Le déficit de la Russie à l'égard des États-Unis a, pour sa part, fortement diminué. Il était de 9 milliards de dollars en 2014. Il n'était plus que de 1,64 milliard de dollars en 2016. Le déficit avec la Chine, après avoir diminué de moitié entre 2014 et 2015, est repassé au-dessus de la barre des 10 milliards de dollars en 2016. On voit donc clairement que la Chine a largement tiré profit de l'instauration des sanctions contre la Russie.

Bien sûr, la situation en Russie n'a rien de paradisiaque. L'écroulement des produits pétroliers a conduit les autorités russes à adopter une politique d'austérité²¹. La restriction de la demande a également été au rendez-vous pour les ménages avec l'augmentation drastique des taux d'intérêt décidée dans le but de lutter contre la fuite des capitaux du pays. Bien sûr, la recomposition d'une base productive du pays se fera à moindre coût en important du matériel chinois meilleur marché. Il n'en reste pas moins qu'on est en droit de pointer un angle mort des relations commerciales entre la Chine et la Russie aujourd'hui. Depuis 2010, les accords monétaires se multiplient entre les deux pays. En 2012, la Russie et la Chine ont conclu un

²⁰ Ibid.

²¹ Les Echos, 19 janvier 2016.

accord qui permet à la Chine de placer des commandes de pétrole auprès de la Russie et de les régler en yuans. Depuis 2013, la Chine paie tous ses biens directement importés de Russie en yuans²². On peut cependant craindre que le déficit persistant et structurel de la Russie vis-à-vis de la Chine ne se traduise par une dépréciation permanente du rouble vis-à-vis du yuan.

Comme le tableau qui suit permet de l'établir, le rouble a perdu structurellement beaucoup de terrain face au yuan depuis 5 ans, ce qui est logique puisque la Chine entend développer sa demande intérieure.

Variation du cours du rouble face au yuan (valeur arrêtée au 27 juillet 2017)

Période	Variation
6 mois	-1.37%
1 an	11.62%
3 ans	-34.94%
5 ans	-43.05%

Source : BNP Paribas, juillet 2017.

La perte de pouvoir d'achat du rouble, si l'hypothèse d'un pic de demande du pétrole d'ici 2025 se confirme²³, risque de contrecarrer la stratégie de diversification de l'économie russe poursuivie par le Kremlin car pour mener à bien cette dernière, la Russie doit, pour certains secteurs, importer l'appareil productif de l'extérieur dans la construction mécanique, notamment). En réalité, l'épisode de trop grande spécialisation de l'économie russe sur les matières premières implique qu'aujourd'hui, « tout accroissement de la production finale de la part de l'industrie résidente en Russie impliquera en amont de nouvelles importations d'équipements. Certaines activités sont plus dépendantes que d'autres. Ainsi, la Russie importe massivement des machines-outils (90%), des produits de l'électronique, de l'industrie médicale et des équipements utilisés dans l'industrie agro-alimentaire»²⁴. On notera que ces biens seront de plus en plus produits en Chine à l'avenir.

Il est, dès lors, souhaitable que des arrangements avec la Chine permettent à la Russie de bénéficier d'une garantie de pouvoir d'achat face au yuan. Cette opération donnerait à la Russie les moyens de continuer à importer à bon prix et de Chine les biens d'équipement nécessaires à son redéploiement industriel tout en gardant un rouble dévalué afin de soutenir les exportations de Moscou. L'avenir des relations sino-russes passe par là. Et donc la constitution d'un monde multipolaire. Ni plus ni moins...

²² Jacques Sapir, Chine-Russie : le grand pivotement, 25 octobre 2014 (Url <http://russeurope.hypotheses.org/2954>). De même, la Russie accepte tous les paiements réalisés en *reales* de la part du Brésil. On peut supposer que le retour des droites en Amérique latine va quelque peu réaménager cette préparation de l'après-dollar.

²³ Les soubresauts actuels au Venezuela pourraient amener des tensions sur le prix du baril. Nous émettons l'hypothèse que ces tensions ne peuvent pas influencer bien longtemps sur le niveau des prix. L'offre de pétrole, à l'échelle mondiale, est structurellement excédentaire tant et si bien qu'en cas de remontée des cours, les producteurs de non-conventionnel aux Etats-Unis relanceraient la production. Ce mouvement ferait automatiquement pression à la baisse sur le prix du baril.

²⁴ Jacques Sapir, *Stratégie industrielle russe*, 30 mai 2015 (Url : <https://russeurope.hypotheses.org/3879>)